

Lettre ouverte aux citoyens suisses et à leurs représentants parlementaires et exécutifs.

Michel de Rougemont, le 21 janvier 2105

La Banque nationale suisse a dû décider d'abandonner le taux plancher du franc suisse. C'est un signe que la fête est finie.

Finie l'illusion que l'économie suisse était compétitive alors que c'est par ses achats massifs de devises que la BNS entretenait cette croyance.

Finie l'illusion que les salaires, les rentes et autres prestations sociales sont gravées dans une pierre inaltérable. Une fine couche de protection monétaire évitait l'érosion qui va maintenant se précipiter, comme une avalanche.

Finie l'illusion qu'il est normal de payer plus de 4 francs un café composé d'eau chaude et de l'extrait de 5 g d'une commodité qui coûte 4 Fr par kg sur le marché international ; ou que l'entrecôte doit coûter 66 francs le kg.

Finie l'illusion que l'immobilier est simultanément une valeur refuge et une valeur de rente.

Finie l'illusion que l'État peut se permettre de péjorer les conditions cadres pour l'économie parce que « elle va bien », et de distribuer toutes sortes de subventions et autres prébendes.

Finie l'illusion du politicien de se croire capable de choisir quelles technologies sont destinées à l'obsolescence et lesquelles sont à promouvoir à tout prix.

Pour que le rêve ne devienne pas cauchemar il faut immédiatement se réveiller et se mettre en ordre de bataille.

Les entreprises savent ce qu'elles ont à faire : réviser leurs marges, s'approvisionner de manière plus économique, et continuer d'anticiper les besoins de leurs marchés pour y adapter leurs offres, c'est-à-dire continuer d'innover dans tous les domaines. Mais ce type de réponse ne peut pas se faire à court terme.

Il leur faudra donc choisir entre baisser les salaires ou baisser le nombre de salariés. On est habitué à la deuxième solution, c'est le chômage, partiel ou complet. Dans le contexte de cette nouvelle crise ce n'est certainement pas la bonne car elle diminue la capacité d'innover et de produire, ce qui ne devrait surtout pas être abimé. La réduction des salaires est un de ces tabous que personne n'ose aborder. Pourtant une réduction de l'ordre de 10% rétablirait presque toutes les marges des entreprises exportatrices. Bien sûr il y faudrait une vraie contrepartie, par exemple une participation significative des employés à la propriété de l'entreprise : plus-values et dividendes à partager entre les financiers, les propriétaires historiques et les acteurs contributifs de la valeur de l'entreprise. Les syndicats sont idéologiquement contre, les financiers croient à l'exclusivité de leurs prétentions, les propriétaires croient à leur indépendance : il faut aussi en finir avec ces illusions-là. Chaque entreprise peut négocier cela très vite, aucune loi n'est nécessaire. L'innovation c'est aussi ça.

En majorité les résidents en Suisse sont des locataires. Leurs loyers n'ont pas baissé alors que les taux d'intérêt sont au plus bas. Il est aussi temps que cela change. Une baisse des loyers de 20 à 30% devrait être possible. L'immobilier est une valeur refuge, mais elle ne peut pas être simultanément une source de hauts revenus. Ce sera difficile de faire cela à court terme, mais il faudra bien que cela arrive.

À tous les niveaux, commune, canton, confédération, agences et assurances étatiques, les services publics doivent eux aussi s'adapter à une économie en turbulence, réduire leur invasivité bureaucratique et s'abstenir d'intervenir en dehors des nécessités les plus absolues. Les gouvernants

doivent reprendre la main sur leurs administrations. Première mesure : ne remplacer trois départs (retraite ou autre) que par une seule embauche. Immédiatement faisable, il suffit de le vouloir.

Les programmes fantasmagoriques de sauvetage de la planète et de transition énergétique sont à stopper immédiatement. Car ces programmes sont inutiles, contre-productifs, et nuisibles.

Inutiles : il est facilement montré que l'activité humaine ne contribue que pour une petite partie à un réchauffement dont on ne sait même pas s'il aurait des conséquences néfastes. Pourquoi donc s'obstiner à réduire à tout prix les émissions de CO₂ alors que l'économie mondiale dépend de l'énergie pour pouvoir se développer. Les centrales nucléaires fournissent en Suisse le 40% des besoins en électricité. Une récente enquête d'opinion montre qu'une immense majorité de la population (77%) pense qu'elles sont sûres. Ça, c'est l'opinion publique, bien contraire à l'opinion publiée. Pourquoi programmer leur obsolescence ? Pour perdre toute compétence en la matière et se rendre dépendant de l'étranger pour le futur de cette technologie ?

Contre-productif : établir un bilan carbone oriente des intelligences vers des sujets futiles alors que ces intelligences devraient s'orienter vers des vrais progrès plutôt que vers des regards dans le rétroviseur. Favoriser à tout va les énergies éoliennes et photovoltaïques ne résout en rien leur incapacité à fournir un service électrique continu et bon marché. Il faut disposer de capacités d'appoint ou de stockage que l'on n'aura plus après avoir fermé le nucléaire. Ça coûte plus de deux fois plus cher pour livrer, comme avant, du 220/380V sous 50 Hertz à la prise électrique. Pas de vrai progrès, pas de promotion !

Nuisibles : tout d'abord ils sont nuisibles au bon sens, car manquant de justification. On pourrait se dire que cela n'a pas d'importance, et qu'en démocratie même les pires absurdités peuvent être votées. C'est oublier qu'en fin de compte, lorsque le réveil arrive et que le bon sens se retrouve, la facture est d'autant plus salée. La plus grande partie du temps et des efforts consacrés à ces programmes est dédiée à négocier qui va recevoir quel avantage au frais de qui. La « subventionniste » et le racket d'état s'en donnent à cœur joie. C'est un scandale de l'évolution de notre système politique que personne ne veut corriger car chacun croit en tirer un petit intérêt, du grain à moudre comme disent les syndicalistes. Si cette crise ne permettait que de stopper cette engeance, alors elle aurait déjà été très bénéfique.

Donc il faut abroger la loi sur le CO₂ du 23 décembre 2011, au but imprécis, aux moyens pervers, et aux modalités scabreuses. Et dans la foulée s'abstenir de tout nouvel engagement à ce sujet dans les instances internationales.

Il faut cesser la mise en route du paquet Énergie2050 de la Confédération. Le vote sur l'initiative « sortir du nucléaire » devrait se faire le plus vite possible, sans-contre-projet afin que la réponse démocratique soit claire et nette. Ensuite on aura tout le temps pour définir une politique énergétique qui, à terme, permette de moins dépendre des carburants fossiles dont les réserves ne sont pas infinies et dont les producteurs se trouvent dans des situations géopolitiques qui ne devraient pas nous préoccuper, sans pour autant faire grimper inutilement les coûts d'approvisionnement et de distribution.

Un grand nombre de fonctionnaires seront offusqués de ces revirements, et alors ? Ils n'ont que le droit d'obéir !

Si mystérieux et si peu capable de savoir ce qu'est l'économie, le monde de la finance se reformera, malgré tout. Les pertes qui découlent d'une décision d'une banque centrale se compenseront avec des gains ailleurs. La BNS saura dompter ce dragon en lui infligeant des intérêts négatifs, même très élevés s'il le faut. En lui imposant des délais entre transactions de change ou boursières on évitera des emballlements injustifiés et on pourra aussi éviter que ces gens continuent de croire qu'ils dirigent l'orchestre. De leur côté les caisses de pension, et leurs assurés, devront cesser de croire possibles des rendements systématiquement supérieurs à la progression économique générale.

Le réveil n'est pas facile, mais nécessaire.

Je vous souhaite de commencer cette nouvelle journée par un robuste petit déjeuner composé du menu, libéral mais protecteur, que je viens de vous offrir.